

Conférence de presse du 9 octobre 2024

Demander plus et donner moins : un couple impossible

*Exposé de Damien Rey, président de la commission des jeunes agriculteurs
(le discours prononcé fait foi)*

Nous, les jeunes agriculteurs et agricultrices, sommes des entrepreneurs et voulons être innovants. Pour cela, nous avons besoin de conditions cadres et de perspectives qui nous encouragent dans cette direction. L'augmentation de la bureaucratie et l'obligation de documenter le respect des multiples contraintes freinent l'innovation. Les classeurs à gauche et à droite du graphique en sont les symboles. Pour planifier l'avenir, nous avons également besoin de stabilité et de sécurité financières.

Les exploitations agricoles sont de moins en moins nombreuses. Elles cultivent une surface moyenne élevée et se plient à des contraintes de plus en plus importantes. Elles doivent donc fournir toujours davantage de prestations pour recevoir au moins le même montant de paiements directs. Les nouvelles mesures en lien avec les trajectoires de réduction des produits phytosanitaires et des pertes d'éléments fertilisants ont été introduites récemment. Ces mesures requièrent d'importants ajustements de notre part : pour permettre de financer ces nouvelles mesures, les contributions à la sécurité de l'approvisionnement ont été réduites, alors que celles-ci sont perçues pour le respect des prestations écologiques requises. Concrètement, cela signifie que pour bénéficier d'autant de paiements directs, les exploitations doivent prendre part à différentes mesures de ce nouveau programme de contributions au système de production. Une rémunération est prévue pour compenser les charges supplémentaires induites ou le manque à gagner. En fin de compte, les agriculteurs et agricultrices ont donc fourni plus de prestations pour la même manne financière, ce qui correspond donc à une baisse des paiements directs. Malgré cela, la participation aux nouveaux programmes visant à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais et à promouvoir le bien-être animal a été élevée, comme l'atteste, par exemple, le nombre d'inscriptions pour la détention des animaux au pâturage.

La non-prise en compte du renchérissement constitue un autre aspect de la situation financière difficile à laquelle nous sommes confrontée. Si dans d'autres secteurs économiques, les prestations sont toujours rémunérées en tenant compte du renchérissement. Ce n'est absolument pas le cas dans l'agriculture. En chiffres nominaux, la somme des paiements directs est donc en baisse depuis 20 ans. Ce n'est pas acceptable ! Cette réalité doit donc aussi être prise en compte dans le débat financier !